

Pour une Europe souveraine, démocratique et écosociale

Les prochaines échéances européennes seront inédites à plus d'un titre. Inédites parce qu'après la crise sanitaire, économique et sociale dont les conséquences se font encore sentir, les questions internationales prennent une place centrale. L'agression de l'Ukraine par la Russie signe le retour de la guerre sur le sol européen et les conflits dans le Caucase, au Proche et au Moyen-Orient ou en Afrique divisent des sociétés européennes fragilisées. La sécurité continentale et la cohésion interne de chacun des Etats membres sont impactées. Jamais, depuis la fin de la seconde guerre mondiale, les Européen·nes n'ont eu à relever en commun autant de défis sous la contrainte de menaces extérieures, alors que le système international est en voie de délitement accéléré.

Jamais depuis le début de la prise de conscience du dérèglement climatique, l'environnement ne nous a tant rappelé l'urgence à mettre en œuvre la bifurcation écologique pour transformer nos sociétés et rompre avec un capitalisme destructeur. Jamais les inégalités n'ont autant explosé. La précarité se propage et les injustices sociales se banalisent. Enfin, jamais depuis des décennies, l'extrême-droite, au pouvoir en Italie, en Slovaquie et en Hongrie, n'a suscité autant d'attractivité, alors que l'illibéralisme ronge nos sociétés.

Pour restaurer la confiance et susciter un nouvel espoir populaire, les partis de la gauche et de l'écologie doivent assumer leurs erreurs passées et rompre avec l'illusion d'un capitalisme propre, en affirmant que la logique du marché et du profit est incompatible avec les exigences de sauvegarde de l'environnement ou de la justice sociale.

Le « projet européen » se trouve mis en tension. D'abord, entre une vision « civique » fondée sur l'Etat de droit et la solidarité d'une part et le retour d'une vision ethno-culturelle et nationaliste d'autre part. Ensuite, entre une construction intergouvernementale répondant aux intérêts stratégiques des Etats membres et une Union intégrée se dotant d'institutions et compétences permettant de répondre efficacement aux enjeux de notre époque. De la crise des dettes publiques au sein de la zone euro (2010-2012), divisant pays du nord et du sud de l'Europe, à celle de l'accueil des réfugié·es en 2015 qui a transformé la solidarité la plus élémentaire en une menace civilisationnelle et accentué les dérives de la politique migratoire

de l'Union européenne, l'Etat de droit est aujourd'hui profondément remis en cause, à l'échelle des Etats comme de l'Union.

Génération·s et l'ensemble des partis politiques de gauche et écologiques, les organisations syndicales et de la société civile, les citoyen·nes épris·es de liberté, de solidarité et de cosmopolitisme, ont l'impérieuse obligation de s'unir pour conjurer ces menaces et tracer une perspective désirable.

Ce texte a une double vocation politique : il s'agit d'abord d'un travail de consolidation des positions de notre parti sur l'avenir de l'Europe mais aussi de la présentation d'une vision fondée sur des axes qui nous semblent politiquement incontournables dans le cadre d'un rapprochement partenarial dans la perspective d'une liste aux élections européennes de juin 2024.

I. Pour une Europe souveraine, actrice de la sécurité internationale

Au préalable, force est de constater que notre environnement stratégique direct n'a eu de cesse de se dégrader depuis plus d'une décennie. Au sud, l'espace sahélo-saharien se trouve profondément déstabilisé alors que le rôle des Occidentaux·ales, en particulier celui de la France, est contesté. En Méditerranée orientale, les convoitises suscitées par le gaz chypriote menacent de déstabiliser cette région fragile. Au Moyen-Orient, les conséquences de la guerre américano-britannique en Irak déclenchée en 2003 se font encore sentir dans une région en proie à un enchevêtrement de conflits aux causes multifactorielles. Dans ce contexte, la guerre provoquée par les attaques terroristes du Hamas et les représailles israéliennes contre la bande de Gaza suscitent des risques d'expansion régionale du conflit et des tensions au sein des sociétés européennes. A l'est, l'invasion de l'Ukraine en février 2022 nous a fait franchir un palier sans précédent depuis la seconde guerre mondiale. Il semble que les Européen·nes n'aient pas collectivement tiré toutes les conséquences du basculement qui s'opère alors que le monde hérité de la guerre froide a définitivement vécu. En effet, nous, Européen·nes, devons faire face à des logiques impériales anciennes ou nouvelles, et à des stratégies d'hégémonie régionale, portées par Pékin, Moscou, New Delhi ou Ankara... qui accélèrent le mouvement de désoccidentalisation du monde. L'objectif de cet ensemble hétéroclite d'Etats,

qualifié de « Sud global », est une reconfiguration des équilibres internationaux selon des alliances variant en fonction des intérêts de chacun. En ligne de mire se trouve la gouvernance mondiale telle que conçue aux lendemains de la Seconde Guerre mondiale, aujourd'hui en panne d'horizon. Vis-à-vis des Etats européens, alors que certains sont confrontés aux incompréhensions et ressentiments dus à un cycle postcolonial mal géré, l'opposition peut être franche et déterminée comme dans certains pays du Sahel et du Maghreb.

Si c'est bien la fin d'une époque, ce peut être pour la gauche et les écologistes européen·nes **une opportunité pour refonder un monde plus juste** à partir d'une vision commune portée par des principes et un projet positif de transformation. La crise de la COVID-19 et la guerre russo-ukrainienne ont démontré la capacité des Européen·nes à dépasser leurs divisions afin d'apporter des réponses à la hauteur des enjeux. Génération·s et ses partenaires doivent réaffirmer leur **soutien plein et entier à l'Ukraine** dans sa volonté de recouvrer sa souveraineté sur les territoires occupés par la Russie, dans le respect du droit international, et le développement d'une société démocratique fondée sur l'Etat de droit et les libertés publiques. Ce projet va de pair avec un soutien à **l'adhésion de l'Ukraine à l'Union européenne** dans le cadre du processus d'élargissement et du respect de l'acquis communautaire.

Ces crises ont mis à jour les dépendances structurelles dont l'Europe souffre aujourd'hui, à l'égard de la Chine du point de vue industriel, et en matière de ressources vis-à-vis de la Russie mais également des pétromonarchies du Golfe pour les énergies fossiles. Elles constituent autant de vulnérabilités justifiant l'accélération des transitions au point que l'on peut parler, avec le philosophe Pierre Charbonnier, d'*écologie de guerre*. Cela exige une ambition renouvelée et une radicalité transformatrice très éloignée de la culture européenne en matière de politiques publiques. De même, un phénomène de "démondialisation" renforce la logique des blocs à l'œuvre sur le plan géopolitique autour de la Chine et des Etats-Unis. Cette reconfiguration de l'économie planétaire représente une opportunité pour **réorienter nos économies dans un sens plus respectueux de la planète, du vivant, du climat et des humain·es**. Les institutions européennes, Commission en tête, ont commencé à prendre conscience des évolutions en cours et des travaux ont été engagés (la Commission géopolitique voulue par Ursula Van Der Leyen, La boussole stratégique sous l'égide de Josep Borrell¹, ou des propositions pour approfondir l'Europe de la défense) qui demeurent très

¹ Haut représentant de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité

insuffisants à l'aune des exigences de transformation radicale. Sur le plan institutionnel, une réforme du mode de prise de décisions doit être engagée afin que **la politique extérieure et de sécurité entre dans le champ de la majorité qualifiée.**

Sur le plan de l'Europe de la défense, il convient de surmonter les divergences de cultures stratégiques et technologiques et les intérêts industriels nationaux afin de **renforcer les coopérations industrielles, d'opérer une densification des partenariats opérationnels et de faire émerger une architecture** visant à garantir un haut niveau d'interopérabilité et à fluidifier la prise de décisions communes, tout en préservant la part de souveraineté des Etats. Cela suppose un **commandement européen chargé des opérations** mais également de la **transformation des armées** ainsi que des **exercices militaires communs**. De même, les Européen·nes ne pourront faire l'économie d'un débat sur la codépendance sécuritaire avec les Etats-Unis et donc la délicate question de l'Alliance atlantique. Certes, l'agression russe en Ukraine a semblé la relégitimer et nombre de pays du nord et de l'est de l'Europe y demeurent très attachés, mais ses perspectives à moyen terme sont fragilisées par le pivot américain vers l'Asie et par l'éventualité d'un retour au pouvoir de Donald Trump ou d'un·e autre candidat·e républicain·e. Si l'appartenance à l'Alliance atlantique ne peut être aujourd'hui sérieusement remise en cause en raison de l'impréparation des Européen·nes, il n'est pas interdit de repenser les termes de l'équilibre en son sein et l'affirmation collective des pays européens au sein des instances de l'OTAN. Il ne s'agit pas tant d'un désarrimage stratégique d'avec les Etats-Unis que d'un **rééquilibrage d'une relation transatlantique** jusque-là dominée par son versant américain.

Pour les Européen·es, l'urgence est de repenser collectivement leur place dans un monde dont la fragmentation et la désoccidentalisation s'accroissent. Les partenariats avec les pays bordant la Russie et ceux de la rive sud de la Méditerranée doivent reposer sur des coopérations dont il faut repenser la vision, les contours et le contenu, alors que la politique dite « de voisinage » est devenue obsolète. Par ailleurs, l'actualité récente a mis en lumière l'impérieuse nécessité de **refonder la relation des Européen·nes aux Afriques et à la Méditerranée** tant les relations humaines et culturelles entre les deux continents sont denses. Cette politique européenne doit embrasser aussi bien la question des réfugié·es que la mise en place d'un partenariat multidimensionnel fondé sur l'égalité des parties prenantes alors que les transitions amorcées par les Européen·nes impacteront les sociétés africaines. Cela suppose une **révision des partenariats en cours, pour lutter contre les inégalités et**

promouvoir un « juste échange »², et de l'aide publique au développement afin de mieux prendre en compte les questions environnementales, comme celle de l'eau, qui ont des impacts climatiques, économiques et sociaux particulièrement graves sur le continent africain. En outre, l'Europe doit construire une **stratégie commune en direction de l'espace indopacifique** trop souvent traité par le seul prisme sécuritaire. Dans une vision internationaliste, les Européen·nes peuvent favoriser des coopérations et s'extraire ainsi du clivage stratégique alimenté par Washington et Pékin. Cela suppose au préalable une **clarification des relations avec la Chine** dont le contenu tend à être dicté par les seules considérations mercantiles.

Au-delà, les Européen·nes doivent porter une analyse et une parole communes avec les Etats qui réclament un rééquilibrage des instances de régulation internationale. Ils et elles doivent **promouvoir l'élargissement du Conseil de sécurité de l'ONU**, tout en se montrant intraitables sur les droits de l'homme et l'Etat de droit aujourd'hui très largement remis en cause. **Construire de nouveaux équilibres avec un Sud global** qui a vocation à s'affirmer contribuera non seulement à amoindrir nos dépendances et à gagner en souveraineté dans les secteurs énergétiques, technologiques et sécuritaires mais aussi à tisser de nouvelles relations plus solidaires.

II. Pour une Europe plus démocratique, soucieuse d'Etat de droit et des libertés publiques

Pour un renouveau institutionnel européen

La vision politique de l'Union européenne, mise en œuvre tout au long de son processus de construction, offre un pouvoir démesuré à une technocratie, la Commission, au détriment des parlementaires, représentant·es des peuples européens. Ce modèle institutionnel est confronté à des limites manifestes. Dans l'attente d'une évolution vers une Europe plus fédérale, **un rôle accru pour le Parlement européen s'impose** dans l'élaboration des normes en généralisant la codécision avec le Conseil, ses prérogatives budgétaires, ainsi que le contrôle des institutions et organes européens non élus. **Le Parlement européen devrait également pouvoir élire et révoquer le ou la président·e de la Commission européenne** dont la

² Cf. Pour le juste échange, réguler le commerce international de Henri Weber, Fondation Jean Jaurès, février 2012

sensibilité politique dépend du résultat des élections européennes. Par ailleurs, la règle de l'unanimité dans divers domaines entrave la capacité de l'Union à prendre des décisions véritablement adaptées aux enjeux sociaux, sanitaires et économiques. Enfin, Génération·s prône un **renouveau constitutionnel européen** : assemblées citoyennes, Assemblée constituante pour refonder le pacte démocratique et social européen.

État de droit et protection des libertés publiques

Afin de renforcer l'Etat de droit, nous préconisons la création d'une **commission indépendante de surveillance** au sein de la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE). Celle-ci serait chargée d'enquêter sur les violations de l'Article 2 du Traité de l'Union européenne, lequel garantit la dignité, la liberté, la démocratie, l'égalité, le respect de l'État de droit, l'indépendance judiciaire, ainsi que le respect des droits de l'homme dans toute l'Union.

En outre, pour lutter efficacement contre la corruption sous toutes ses formes, y compris l'évasion fiscale et le blanchiment d'argent, nous préconisons une **augmentation des ressources de l'Office européen de lutte antifraude**, la mise en place de **sanctions renforcées à l'encontre des fonctionnaires et gouvernements européens coupables de corruption**, et une **opération mains propres**. La **suppression des niches de TVA** s'avère également cruciale pour mettre un terme aux milliards d'euros d'évasion fiscale. Notre objectif est de garantir la transparence et l'intégrité dans les institutions européennes, tout en protégeant les intérêts des citoyens et en veillant à ce que l'État de droit prévale.

Afin de résorber le déficit démocratique de l'Union européenne, **toutes les négociations commerciales et institutionnelles doivent être rendues publiques**, le **registre des lobbies devenir plus contraignant** et la **protection des lanceurs d'alerte renforcée**.

Nous devons garantir la liberté de la presse sur tout le continent. Nous proposons un droit d'agrément des journalistes lors d'un changement de directeur.rice de la rédaction, une obligation pour tous les médias de publier un rapport financier annuel faisant apparaître le détail des revenus publicitaires perçus ainsi que les liens d'intérêts avec des sociétés actionnaires, en précisant les noms des dirigeant.es et des personnes physiques qui les contrôlent.

L'Union européenne doit par ailleurs investir plus de ressources en matière de gouvernance locale et s'engager dans la préservation des services publics des territoires dits «

périphériques ». Enfin, l'Union européenne a institué une citoyenneté européenne, lors du Traité de Maastricht, qui renforce la participation locale de l'ensemble de ses ressortissant·es. Cette avancée démocratique laisse de côté les étranger·es extra- communautaires résident·es. Il faut poursuivre cet élan en accordant le droit de vote aux élections locales à tous les étranger·es dans l'ensemble des pays membres.

Pour un accueil digne des exilé·es

Les échecs des politiques migratoires européennes sont retentissants. Toujours plus de moyens de répression et toujours moins de solidarité qui entraînent toujours plus de drames.

Le nouveau Pacte migration et asile européen en cours de discussion et qui devrait être adopté en 2024 renforce les logiques de fermeture et d'exclusion. A travers une procédure de « *filtrage* » des ressortissant·es de pays tiers aux frontières extérieures, il rallonge le traitement des demandes jusqu'à neuf mois, instaure une privation de liberté quasi systématique et généralise les hotspots, alors même que ces derniers sont surpeuplés. Texte central du Pacte, le règlement sur la gestion de l'asile et de la migration doit remplacer le système Dublin et s'étendre aux bénéficiaires d'une protection internationale et aux personnes réinstallées. Malgré son objectif affiché de solidarité entre Etats membres, il ne modifie pas les responsabilités du pays d'arrivée et se contente de proposer aux autres une relocalisation, une participation à la gestion des retours ou à la prise en charge des exilé·es. Par ailleurs, le règlement « procédure » durcit certaines dispositions de la précédente directive dans l'objectif de faciliter et d'accélérer les retours. Il élargit les critères et intègre notamment celui d'être ressortissant·e d'une nationalité bénéficiant de moins de 20 % de reconnaissance en première instance à l'échelle européenne. Enfin, la Commission européenne propose des régimes dérogatoires en cas de « *pression migratoire* » et d'« *instrumentalisation de la migration* » par un pays tiers ou un acteur non étatique, un nouveau concept flou qui déroge aux droits fondamentaux.

A l'inverse, nous croyons fermement au respect de la dignité et des droits des exilé·es et à leur accueil solidaire. Nous proposerons des **voies d'accès sécurisées et légales vers l'Europe avec des visas Schengen délivrés directement par les consulats européens** dans le monde et développerons une **approche solidaire des migrations avec les pays de départ et de transit**.

Nous dénoncerons les accords d'externalisation de la gestion des migrations avec des pays tiers qui financent des régimes autoritaires commettant souvent de graves violations des droits de l'homme. Nous réclamerons la **fermeture des centres de rétention aux frontières et l'interdiction de renvoyer des exilé·es vers des pays où ils et elles risquent la torture, la persécution ou toute violation des droits de l'homme**. Nous soutiendrons également la **suppression de Frontex au bénéfice d'une agence pour le sauvetage en mer**, agissant en coopération avec les organisations de la société civile, aujourd'hui entravées, voire criminalisées, dans leurs actions, et sanctionnant les refoulements illégaux en mer. Cette agence devra être dotée de moyens suffisants afin d'éviter que la mer Méditerranée continue à être un charnier.

De plus, nous préconisons une refonte totale du système européen de droit d'asile en l'élargissant aux **situations de « détresse environnementale »**, en **revoyant les modalités d'instruction** des dossiers, en instaurant des **centres d'accueil aux conditions dignes**, garantissant **le soutien et l'information sur les droits**, l'examen impartial et attentif des situations individuelles, la prise en compte des vulnérabilités, des choix et parcours, et **préservant les droits des mineur·es étranger·es isolé·es**.

Egalité des droits et libertés individuelles

Contre l'illibéralisme qui ronge nos sociétés, l'Union européenne doit demeurer un phare face à l'obscurantisme en promouvant un modèle émancipateur. Cela suppose de prendre des mesures fortes en faveur :

- de l'égalité femme-homme avec la **sanctuarisation du droit à l'avortement et de l'ensemble des droits des femmes**, comme condition d'adhésion à l'Union européenne, la ratification de la Convention d'Istanbul par tous les Etats membres, une **directive anti-précarité des femmes**, la création d'une **inspection européenne du travail** pour contrôler les employeurs et les sanctionner en cas de non-respect de l'égalité salariale ou de recours excessif au temps partiel ou encore la **mise en place d'un congé parental pour le second parent**, rémunéré comme le congé maternité ;
- des libertés individuelles avec une **reconnaissance des unions entre personnes de même sexe**, indépendamment du pays européen de résidence, et une **directive globale contre les discriminations au travail** liées aux origines, au sexe, au handicap, à l'orientation sexuelle ou à l'identité de genre.

Pour veiller au respect de ces droits, nous proposons la **création d'un.e Défenseur.se des droits**, sur le modèle français, qui interviendra sur des domaines tels que la lutte contre les discriminations (qu'elles soient racistes, sexistes, de genre ou d'orientation sexuelle, validistes, religieuses ou politiques) et les droits des enfants.

III. Pour une Europe écosociale désirable

Alors que les inégalités sociales deviennent criantes et les crises environnementales pressantes, l'Union européenne se trouve à un carrefour historique où elle doit incarner une vision politique audacieuse en cohérence avec les enjeux de transformation sociale. Elle est en mesure, si elle le décide, d'endosser le leadership mondial de la lutte contre le changement climatique, en protégeant notre environnement tout en renforçant notre tissu social.

A cette fin, nous plaidons pour **un nouveau modèle de société, l'écosocialisme**, qui émerge comme une philosophie politique incontournable et une voie concrète vers un avenir durable qui ne peut être envisagé au niveau des Etats à politique européenne constante. Ainsi, l'Union européenne peut devenir un modèle au sein duquel se développe la société écosocialiste.

L'écosocialisme, tel que nous le concevons à Génération·s, constitue le socle sur lequel l'Europe peut bâtir des politiques harmonieuses, mariant des approches environnementales, sociales et économiques. Cela suppose de revoir en profondeur notre modèle de développement, d'engager des investissements massifs dans la transition écologique et sociale, de protéger nos secteurs stratégiques, de garantir les droits fondamentaux et l'égalité, tout en cultivant la solidarité. En forgeant un avenir où la prospérité économique est en harmonie avec la préservation de la planète, où la solidarité et l'égalité constituent des fondements inébranlables, l'Europe permettra à chacun·e de vivre dignement dans des conditions favorisant son émancipation. De meilleure élève du libéralisme, l'Union européenne doit devenir la meilleure élève écosocialiste. Cette transformation doit être globale, incluant des changements profonds dans nos modèles de production, de consommation et d'échanges, dans le respect des limites naturelles de notre planète, tout en veillant à ne laisser personne sur le côté, en particulier les jeunes et les classes moyennes et populaires. Ainsi, l'Economie sociale et solidaire, récemment reconnue au niveau européen, constitue un chemin à affirmer pour atteindre notre ambition d'un modèle de société européen qui garantisse la justice sociale et l'émancipation de ses habitant·es.

Changement de modèle économique

Depuis son origine, l'Union européenne est considérée essentiellement comme un outil économique d'obédience libérale et productiviste ; nous pensons à l'inverse que l'économie doit s'effacer devant le politique. Porter une vision audacieuse centrée sur la justice sociale, le progrès et l'émancipation humaine, le renforcement des services publics et la transition écologique, suppose d'impliquer l'ensemble de la société dans cet effort de solidarité, grandes entreprises comme contribuables.

Pour faire advenir ce changement de paradigme, une **révision des traités** sera nécessaire mais des évolutions sont possibles dans le cadre actuel.

En premier lieu, nous devons sortir de la logique du libre-échange, abandonner le principe de concurrence libre et non faussée, et **soumettre les échanges commerciaux à des normes écologiques et sociales fortes**, prendre des mesures pour **protéger nos industries stratégiques** dans le cadre de la transition écologique, **stopper les importations de produits résultant du dumping social et/ou qui nuisent à l'environnement** en privilégiant le coût le plus bas. Nous proposons une **taxe carbone aux frontières** prenant en compte les distances parcourues, ainsi que les conditions environnementales et sociales de production. Il faudra remplacer **le système d'échange de quotas d'émissions et pénaliser les sites émettant des gaz à effets de serre au-delà d'une norme européenne contraignante.**

Par principe, tout accord commercial impliquant un recul dans des domaines tels que l'agriculture, l'environnement, la santé, les matières premières, ou les données numériques sera refusé. A cet égard, les conditions sanitaires demeurent une priorité et nous appelons le tissu industriel européen à **relocaliser la production de médicaments et de dispositifs médicaux essentiels**, et à instaurer **une procédure d'urgence permettant de partager les connaissances médicales et pharmaceutiques.**

L'enjeu est également international, et le développement de la diplomatie européenne permettra de défendre ces sujets auprès de nos partenaires occidentaux et ceux issus du "Sud global" : **interdiction du plastique à usage unique** pour sauver les océans, **sortie des énergies fossiles** sans entraver le développement des sociétés qui n'ont pas connu l'ère de croissance post-révolution industrielle, **préservation de la biodiversité et des communs**, définition de standards pour le bien-être animal dans une **Charte européenne des droits des animaux**... Notre voix doit porter et être entendue.

Justice fiscale et ambition budgétaire

Cette transformation écosocialiste devra s'accompagner **d'une vaste réforme fiscale**, visant d'une part à dégager les leviers d'action nécessaires à une politique volontariste, et d'autre part à éviter le dumping social et écologique à l'intérieur même de l'Union. Cette réforme comportera a minima un volet sur les **bénéfices des entreprises** (pour relever le seuil, tout juste symbolique, de 15% adopté en 2022), un **sur les transactions financières**, vieille promesse européenne jamais appliquée, un autre encore sur **l'imposition du patrimoine et des revenus**.

De même, **un budget européen ambitieux**, avec de nouvelles ressources propres afin de **dépasser le seuil de 1% du PIB européen**, sera indispensable. A cette fin, il faudra en finir avec la vision austéritaire découlant des critères dits "de Maastricht" en **abrogeant le Pacte de stabilité et de croissance** et en offrant la possibilité aux États membres de **convertir leurs dettes en une dette européenne**. D'ici là, **les dépenses liées à la transition ne devront plus être prises en compte dans le calcul du déficit** afin de favoriser la bifurcation écologique.

Cela supposera **d'en finir avec l'indépendance de la BCE³** et **d'élargir son mandat** au-delà de la simple stabilité des prix pour inclure **l'objectif d'un taux de chômage bas**, à l'instar de la Réserve fédérale américaine, et la garantie d'une **transparence bancaire** très au-delà de ce qui est fait actuellement afin que la lutte contre les paradis fiscaux soit effective.

Un modèle européen de protection de la planète, de la nature et de l'environnement de l'être humain

L'Union européenne doit **reconnaître l'existence de biens communs ne pouvant être sous l'emprise du marché** comme, a minima, l'eau, l'air, la mer, les sols et sous-sols, l'espace. Leur gestion démocratique garantira leur durabilité. Cette défense des communs va de pair avec la **lutte contre les pollutions** quelles qu'elles soient. Nous nous engagerons de manière urgente dans **l'interdiction définitive des polluants et des perturbateurs endocriniens** et, après **l'interdiction du plastique à usage unique**, nous **élargirons le combat à toutes les sources de microplastiques et de polluants éternels (PFAS)**.

³ Banque centrale européenne

Confrontée à de fortes inégalités écologiques, en termes de pollution de l'environnement ou d'impact du réchauffement climatique, l'Europe doit mettre en œuvre une politique de solidarité environnementale entre les différents États, voire à l'échelle infranationale. A cette fin, **une chambre pour l'environnement**, au sein de la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE), sera créée afin d'examiner le respect des engagements nationaux et internationaux pris en matière de lutte contre le changement climatique. Elle pourra également intervenir pour s'assurer du respect des normes environnementales par les entreprises européennes opérant à l'étranger. En outre, nous travaillerons pour faire pleinement **reconnaître le crime d'écocide** et pour rendre les pollueurs responsables de leurs actes, en particulier dans les scandales sanitaires et environnementaux.

Ainsi, il est impératif que le **Pacte vert (Green Deal) européen soit largement renforcé**, sur le modèle de l'Inflation Reduction Act (IRA) américain, et porté à hauteur de 1000 milliards d'euros. Nous devons faire front pour **lutter contre les lobbys** qui tentent de l'affaiblir, et au-delà mobiliser la BCE afin de dégager les moyens à la hauteur de l'enjeu. **Financement des énergies renouvelables, de la rénovation thermique, des mobilités propres, création de centaines d'emplois durables et non-délocalisables en renforçant nos industries face à la concurrence internationale...** Les champs d'action sont nombreux et requièrent une volonté politique forte.

Enfin, l'établissement d'une société écosocialiste passe par **l'abandon de la valeur d'échange au profit de la valeur d'usage**, la **lutte contre l'obsolescence programmée** et la **défense de la qualité et de la réparabilité**, le **strict encadrement de la publicité**, en particulier à destination des enfants, **l'arrêt immédiat des privatisations** imposées aux États membres, en particulier dans les transports, ou encore la sortie du culte du PIB. Sur ce dernier point, les politiques publiques devront désormais être **évaluées à l'aune d'indicateurs de progrès humain**, et non des seuls indicateurs économiques.

Politique agricole commune, pêche et alimentation

La transformation du modèle agricole est essentielle et la politique agricole commune devra affecter une part conséquente de ses fonds à la **création d'un "bouclier bio"** qui prendra en charge l'intégralité des coûts liés à la transition vers l'agriculture biologique pour les agriculteur·trices. Il devra en être de même pour la pêche afin d'en préserver la ressource. Nous soutiendrons **l'interdiction du glyphosate** et un **plan de sortie des pesticides de**

synthèse et des engrais chimiques accompagné du refus de tout assouplissement de la réglementation OGM.

Travail et solidarités

Si l'Union européenne continue d'ignorer l'urgence sociale, elle s'expose au risque de renforcer la montée de l'extrême-droite. Le dérèglement climatique impose également un changement de modèle vers une Europe sociale.

Harmonisation des conditions de travail au sein des États membres sur le mieux-disant, **salaire minimum** dans chacun des États, **assurance-chômage européenne**, **taxe sur les différentiels de cotisations sociales sur le travail détaché**, **inspection européenne du travail** avec pouvoir de sanction, **35 heures hebdomadaires et 35 jours de congés annuels** partout en Europe : les solutions pour tirer les droits sociaux vers le haut sont connues. Ces (r)évolutions non seulement limiteront le dumping social intracommunautaire mais établiront également de nouveaux standards au profit des Européennes et des Européens.

Afin d'accroître la participation des salarié·es à la gestion des entreprises, nous appellerons à la mise en place d'une **commission transnationale pour que le salariat s'organise à l'échelle européenne**, évitant ainsi une concurrence déloyale qui pousse toute l'Europe vers l'abaissement des normes sociales, et favoriserons le **développement de syndicats transnationaux** pour bâtir un nouveau pacte social au sein des entreprises et réduire les inégalités salariales. En cas de remplacement des travailleurs humains par des intelligences artificielles et des machines, une compensation est nécessaire. Les entreprises qui optent pour cette automatisation devront contribuer au **financement de la protection sociale à travers une fiscalité européenne sur les robots et les algorithmes**.

Pour lutter contre la précarité et la grande pauvreté qui se développent en Europe, nous proposons un Revenu Universel d'Existence dans une logique de protection sociale renforcée. Parce qu'il est temps de construire des réponses réellement efficaces et actives face aux révolutions sociales et technologiques qui bouleversent notre société et aux exigences qu'impose la transition écologique, le Revenu Universel d'Existence se présente dans son universalité et son non-conditionnement d'abord comme un outil d'émancipation.

Par ailleurs, remplacer le principe de libre concurrence sur le marché unique par celui de solidarité suppose des changements fondamentaux dans la réglementation européenne sur les

aides d'État et l'autorisation donnée aux autorités publiques d'investir dans des services publics essentiels comme les services de santé. Les politiques publiques en faveur de la jeunesse devront être également soutenues, en élargissant et augmentant notamment les moyens alloués aux dispositifs ERASMUS.

Retour de la guerre sur le sol européen, désoccidentalisation, montée de l'extrême droite et des nationalismes, repli sur soi, affaiblissement des droits et libertés, concurrence exacerbée, reconfiguration de l'économie mondiale, creusement des inégalités, transition écologique ... constituent autant de sujets sur lesquels les candidat·es aux élections européennes devront apporter des réponses. Celles-ci seront en effet l'occasion pour le camp du progrès social et écologique de donner une nouvelle impulsion à la construction de l'édifice européen.